

ARRÊTÉ ACCORDANT
AVEC PRESCRIPTIONS UN PERMIS DE DEMOLIR

DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE		REFERENCE DOSSIER
Déposée le 23/12/2020	Affichage date de réception : 23/12/2020	PD 031 042 20 P0003
Par :	SYNDICAT MIXTE OUVERT HAUTE GARONNE MONTAGNE représentée par Monsieur MERIC Georges 1 BOULEVARD DE LA MARQUETTE 31000 TOULOUSE	
Demeurant à :		
Pour :	DEMOLITION GARE ET AXE TELECABINE	
Sur un terrain sis :	TÉLÉCABINE BAGNERES DE LUCHON 31110 BAGNERES-DE-LUCHON Cadastré(s) : C 22 - C 9 - C 4 - C 3 - B 2135 B2136 - B2140 B 2141 - B2142 - B2144 - B2143 - B 2148 B 2149 B 2150 - B 3125 - B 3124 - B 2371 B 2372 - B 2365 -A 1355 - A 1356 - AI 357 - AI 351 AI 348 - AI 350 - AI 349 -AI 342 - AI 343	

Le Maire de Bagnères-de-Luchon,

Feuillet n°0043

Vu la demande de Permis de construire susvisée ;

Vu le Code de l'Urbanisme, le Code de l'Environnement et le Code du Patrimoine ;

Vu les arrêtés du 20 février 1974 et du 28 avril 1976 indiquant que la commune est soumise à la Loi Montagne,

Vu le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français classant la commune en zone de sismicité moyenne ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par Délibération du Conseil Municipal approuvé le 13 Janvier 2006, modifié le 25 Avril 2014, le 11 Décembre 2015, le 30/08/2019 et révisé (révision allégée N°1) le 28/12/2020 ;

Vu l'avis favorable de l'ARCHITECTE DES BÂTIMENTS DE FRANCE en date du 26/01/2021 (ci-joint) ;

ARRÊTE ARR-2021-0027

Article 1

Le permis de démolir est **ACCORDE** sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2 et 3.

Article 2

- PRESCRIPTIONS VOIRIE :

L'arrêté d'autorisation relatif à l'occupation temporaire du domaine public (échafaudage, dépôt de matériaux...) devra faire l'objet d'une demande de « permission de voirie » auprès du service compétent.

Dépôt affiché le 23/12/2020
Arrêté affiché le 12/02/2021

Article 3

En application de l'article R 452-1 du code de l'urbanisme, vous ne pouvez pas entreprendre les travaux de démolition avant la fin d'un délai de 15 jours à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- Soit la date à laquelle vous avez reçu notification du présent arrêté.
- Soit la date de transmission de cet arrêté au préfet.

Fait à Bagnères-de-Luchon, le 12 Février 2021

Le Maire

(Nom - prénom)

AZEMAR Eric



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de notification.

A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'état. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 Mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément à l'article R 424-21, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle CERFA N° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site Internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans un délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaires de l'autorisation

Il doit souscrire l'assurance dommages ouvrages par l'article L 242-1 du code des assurances.